

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18877 - 73ÈME ANNÉE

Après les élections en Corse

Pour la publication de toutes les offres de recrutement par Pôle emploi



Une action organisée par des cadres à la recherche d'un travail et soutenue par Pôle emploi est venue rappeler que l'accès des chômeurs aux offres de recrutement est difficile, car les recruteurs ne sont pas obligés de publier leurs offres à Pôle emploi. Le cadre actuel ne permet pas de remédier à cette injustice. Seule une assemblée dotée du pouvoir de voter des lois s'appliquant uniquement à La Réunion pourrait obliger la publication de toutes les offres d'emploi à Pôle emploi.

Hier à Saint-Paul, des cadres à la recherche d'un travail ont organisé un événement avec le soutien de Pôle emploi. Il a permis la mise en relation de 40 cadres avec une vingtaine d'entreprises. Pôle emploi a diffusé un communiqué à la suite de cette action. Cet extrait explique la singularité de ce qui s'est passé :

« Le principe : avec l'appui des conseillers dédiés entreprise de Pôle emploi, les huit demandeurs d'emploi ont conviés une vingtaine d'entreprises à une matinée de rencontres afin de se présenter et de créer leur réseau professionnel dans un cadre convivial dans le nouvel espace de coworking L'Usine by CBO. En amont, la conseillère Pôle

emploi du club cadres a animé des ateliers « Co-développement autour du CV et projet de création d'entreprise », « Réussir son Pitch Elevator », « Personnel Branding ». Les demandeurs d'emploi « concepteurs » ont aussi coaché et invité les 40 demandeurs d'emploi cadres présents. »

Accès difficile aux offres d'emploi

Le but était donc de permettre à ces travailleurs de se constituer un réseau afin d'augmenter leurs chances d'avoir un emploi. Cette initiative

part en effet d'un constat décrit par Pôle emploi :

« **Les demandeurs d'emploi ont souligné qu'il était difficile d'avoir accès aux offres d'emploi à destination des cadres. En effet, les entreprises privilégient les cabinets de recrutement et leur réseau** ».

Un constat partagé par un participant : « **Il est difficile aujourd'hui d'avoir accès aux offres de cadres** »

À La Réunion, de plus en plus de jeunes obtiennent leur bac et poursuivent ensuite leurs études. Au terme de leur formation, ils ont un niveau de cadre. Or il s'avère que si ces jeunes n'ont pas de connais-

sances autour d'eux, ils leur est difficile d'avoir simplement accès à l'information au sujet des postes disponibles. Cela pose dès le départ un problème de transparence et d'inégalité. Cela signifie en effet qu'il existe des postes de cadre à pourvoir, mais que les offres ne sont pas toutes disponibles à Pôle emploi.

Cette inégalité ne peut que renforcer le sentiment d'injustices de jeunes qui ont fait de longues études pour avoir le droit de travailler en tant que cadre, mais qui ne peuvent exercer les compétences qu'ils ont apprises faute d'être recrutés.

Le cadre actuel entretient l'injustice

Dans une société comme La Réunion où la pénurie d'emplois

existe depuis des décennies, cette injustice accentue les inégalités déjà importantes. Le PCR fait une proposition pour y remédier : l'obligation de publier toutes les offres d'emploi à Pôle emploi. En effet, quand une personne est au chômage, elle est considérée comme un demandeur d'emploi avec les droits qui vont avec à partir du moment où elle est inscrite à Pôle emploi. Mais d'un autre côté, rien n'oblige une entreprise qui a besoin de recruter à inscrire cette offre dans le fichier de Pôle emploi.

La transparence sur toutes les offres d'emploi est une proposition de rupture. Le cadre actuel dans lequel se situe La Réunion ne permet pas de la concrétiser, à moins qu'une loi soit votée en France dans ce sens. Mais si le cadre évolue vers la responsabilité, alors il sera possible d'adapter les lois en vigueur, voire d'en adopter de nouvelles qui seraient spécifiques à La Réunion.

Une loi réunionnaise peut régler ce problème

Ainsi l'obligation de publier toutes les offres de recrutement à Pôle emploi est un cas typique. À lui seul, il explique pourquoi il est urgent que les Réunionnais puissent avoir la capacité d'élaborer eux-mêmes des lois qui les concernent directement, afin de répondre à leur situation spécifique.

Cette demande n'est pas isolée au sein de la République. Elle rejoint de nombreuses volontés déjà exprimées dans la Caraïbe. Elle converge également avec la revendication des Corses qui s'est traduite dimanche dernier dans les urnes : l'autonomie dans la République.

M.M.

Pôle emploi de Saint-Paul

Café-réseaux organisé par des demandeurs d'emploi cadres

Dans un communiqué diffusé hier, Pôle emploi revient sur l'action organisée hier par 8 cadres à la recherche d'un travail. 40 demandeurs d'emploi et une vingtaine d'entreprises ont participé.

« Pôle emploi Réunion a mis en place depuis 2016 une équipe de conseillers et une offre de services spécialisés cadres et jeunes diplômés.

Au sein de l'agence de Saint-Paul, 8 demandeurs d'emploi cadres sont actuellement suivis par une conseillère spécialisée. Pendant ces rencontres, les demandeurs d'emploi ont souligné qu'il était difficile d'avoir accès aux offres d'emploi à destination des cadres. En effet, les entreprises privilégient les cabinets de recrutement et leur réseau. Afin de pouvoir être visibles auprès de ces employeurs, les demandeurs d'emploi du club cadres ont proposé de créer leur propre réseau en créant l'événement « le café-réseaux ».

Le principe : avec l'appui des conseillers dédiés entreprise de Pôle emploi, les huit demandeurs d'emploi ont conviés une vingtaine d'entreprises à une matinée de rencontres afin de se présenter et de créer leur réseau professionnel dans un cadre convivial dans le nouvel espace de coworking L'Usine by CBO.

En amont, la conseillère Pôle emploi du club cadres a animé des ateliers « Co-développement autour du CV et projet de création d'entreprise », « Réussir son Pitch Elevator », « Personnel Branding ».

Les demandeurs d'emploi « concepteurs » ont aussi coaché et invité les 40 demandeurs d'emploi cadres présents.

Un projet mené à bien de A à Z par des demandeurs d'emploi motivés, qualifiés et entreprenants, dans le

cadre des projets du club cadres de Pôle emploi. Les conseillers Pôle emploi les ont accompagnés dans leur démarche avec la négociation du lieu, à la mise à disposition du petit-déjeuner...

Le résultat de cette matinée est gagnant pour toutes les personnes présentes ;

Les demandeurs d'emploi ont pu rencontrer et mettre en avant leur profil auprès d'employeurs qui auraient été plus difficiles d'accès dans un autre cadre.

Nicolas, inscrit à Pôle emploi depuis 9 mois : « je fais partie des demandeurs d'emploi organisateurs de cet événement. Suite aux échanges avec ma conseillère puis avec les autres demandeurs d'emploi, à l'heure du phénomène de coworking, nous nous sommes dits qu'il faudrait réunir les chefs d'entreprise dans ce type de lieu afin de mettre en avant nos compétences et d'avoir l'opportunité de les rencontrer. Il est difficile aujourd'hui d'avoir accès aux offres de cadres ou bien de pouvoir rencontrer les employeurs en les démarchant de façon classique. Dans le cadre du club, nous avons réalisé plusieurs ateliers. C'est un vrai travail d'organisation qui s'est mis en place. Aujourd'hui, les employeurs sont très réceptifs et c'est intéressant de pouvoir se vendre en quelques minutes ».

Les représentants d'entreprises ont été ravis de l'organisation de cet événement, de l'enthousiasme des participants et de la qualité des profils des personnes rencontrées.

Cet événement est un concept innovant qui permet aux demandeurs d'emploi d'être acteurs de leur projet en ayant les conseils et appuis des conseillers Pôle emploi. C'est un challenge réussi, une initiative collaborative qui a mis en avant les profils des cadres de demain ».

Edito

Corse : le décor est planté pour la discussion

Le Premier Ministre Edouard Philippe annoncé mardi qu'il a nommé la ministre Jacqueline Gourault comme interlocutrice de la question Corse. Le temps est précieux car l'Assemblée doit être installée le premier janvier 2018. Le dialogue est ouvert dans un espace où les 2 camps connaissent parfaitement les enjeux et les limites de l'action concrète, sans oublier de souligner le potentiels d'apports réciproques.

Du côté Corse.

Voici ce que Témoignages écrivait à la veille du 2e tour :

«Dimanche, on votera en Corse pour le 2e tour des élections territoriales. Afin de rassembler davantage l'électorat du premier tour et attirer les abstentionnistes, la tête de liste de la coalition victorieuse dimanche dernier, Gilles Siméoni, a déclaré « Nous avons besoin de tout le monde parce que nous avons un pays à reconstruire ». Une telle déclaration appelle la classe politique française à saisir la main tendue».

Du coté du gouvernement.

Il faut se référer à la déclaration du Premier Ministre, en voyage en Nouvelle Calédonie. Là-bas, où l'histoire est aussi tendue, les mots doivent être pesés et les gestes posés. Témoignages a rapporté les propos suivants du Premier ministre :

“Nous allons vers la consultation de 2018 par un chemin que nous construisons chaque jour, mais balisé il y a de longues années par des hommes justes et grands.”...

“Je ne veux pas préjuger de ce à quoi nous aboutirons. Mais j'ai confiance dans le sens des responsabilités de chacun et dans l'héritage d'une pratique politique à nulle autre pareille.”

En filigrane.

Il y a le discours du Président, qui souhaite fonder de nouvelles relations post-coloniales, exposé en Algérie ou en Guyane.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Bilan de l'initiative de l'ONU, de la Banque mondiale et de la France

One Planet Summit : engagements financiers pour soutenir l'Accord de Paris

À l'initiative de l'ONU, de la Banque mondiale et de la France, Boulogne-Billancourt accueillait hier 50 chefs d'État et de gouvernement pour discuter des suites à donner à l'Accord de Paris. Emmanuel Macron a fait part de son pessimisme, car les engagements pris jusqu'à présent ne suffisent pas à respecter la limite haute fixée par l'Accord de Paris : limiter la hausse de la température moyenne de la Terre à 2 degrés.

Les organisateurs du Sommet - le Président français Emmanuel Macron, le Président de la Banque mondiale Jim Yong Kim et le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres - ont signé une déclaration pour saluer les résultats de l'événement, qui a lancé une série d'engagements. Voici ce qui a été acté hier :

L'Union européenne s'est engagée à financer à hauteur de 9 milliards d'euros supplémentaires les actions contre le changement climatique.

ONU Environnement et BNP Paribas ont signé un accord-cadre pour la mise en place de partenariats de collaboration avec un objectif de capitalisation de 10 milliards de dollars d'ici 2025 dans les pays en développement.

Climate Action 100+ : 225 investisseurs avec plus de 26.300 milliards de dollars d'actifs sous gestion pour s'engager avec plus de 100 entreprises pour accélérer l'action contre le changement climatique.

Caribbean Climate Smart Coalition : les dirigeants des Caraïbes lancent un plan ambitieux pour créer la première « zone intelligente climat » au monde, en vue de la mise en œuvre rapide d'un plan d'investissement climatique de 8 milliards de dollars.

ONU Femmes : une initiative visant à renforcer la résilience des femmes et des jeunes au Sahel grâce à une agriculture intelligente face au climat transformera les moyens de subsistance d'un million de personnes en doublant leur revenu en trois ans.

UNITLIFE : Initiative visant à galvaniser de nouveaux partenariats publics-privés aux niveaux mondial, régional et national pour générer plus de financements innovants pour les objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

Groupe de travail sur les informations financières liées au climat (TCFD) : Deux cent trente-sept sociétés dont la capitalisation boursière

combinée s'élève à plus de 6.300 milliards de dollars se sont publiquement engagées à soutenir le TCFD.

La BERD et le groupe des villes mondiales renforcent le financement urbain vert.

Partenariat entre le Canada et la Banque mondiale pour soutenir une action efficace en faveur du climat dans les pays en développement à l'appui de l'Accord de Paris.

AXA accélère son engagement pour lutter contre le changement climatique : multiplier par quatre les investissements verts à 12 milliards d'euros d'ici 2020 ; et s'engager à plus de 3 milliards d'euros de cessions d'actif supplémentaires dans la production d'énergie à forte intensité de carbone, notamment les centrales thermiques.

Storebrand, le plus grand fonds de pension privé de Norvège, a lancé un programme d'obligations finançant des industries sans combustibles fossiles, d'un montant de 1,3 milliard de dollars, US et a exhorté les investisseurs à faire plus pour réduire le changement climatique.

La Banque mondiale ne financera plus les projets pétroliers et gaziers après 2019.

Green Bonds Pledge : Les émetteurs industriels de 26 milliards d'euros d'obligations vertes s'engagent à doubler leurs financements verts.

Communication financière en Chine : « D'ici 2020, chaque société cotée en Chine doit divulguer des informations sur les impacts environnementaux »

Résolutions d'actionnaires : Exxon s'est inclinée devant les demandes des actionnaires pour fournir des détails sur l'impact du changement climatique sur son activité.

Une One Planet : ICLEI, Pacte Mondial des Maires, et C40 annoncent une charte pour accélérer la mise en œuvre locale de l'Accord de Paris.

Urban 20 (U20) : C40 Cities lance l'initiative U20 pour mieux faire connaître les questions urbaines et renforcer le rôle des villes dans l'agenda du G20.

La recherche sur les bienfaits de l'action contre le changement climatique pour la santé à Paris est riche d'enseignements pour les villes du monde entier : une telle action ajoute 3 semaines à l'espérance de vie moyenne pour chaque citoyen de Paris et pourrait prévenir 45 000 décès prématurés chaque année.

L'ONUDI a mobilisé 849 millions de dollars pour protéger la couche d'ozone et réduire le réchauffement climatique.

L'alternative : faire payer la finance

Rappelons qu'à la veille de ce sommet, Jean Jouzel avait avancé une proposition qui manifestement n'a pas été retenue. Elle vise à utiliser l'argent public injecté dans le système financier pour soutenir la spéculation à un but bien plus productif : financer l'adaptation au changement climatique et la transition écologique : « la BCE a injecté plus de 2.000 milliards d'euros en deux ans, dont l'essentiel est allé à la spéculation », résume Jean Jouzel. « Si nous sommes capables de consacrer 2.000 milliards, en deux ans, au sauvetage des banques européennes, on peut imaginer consacrer de la même façon la moitié à la lutte contre le réchauffement. C'est techniquement possible, financièrement souhaitable et totalement efficace. »

Cela correspond à 2 % du PIB mondial et rien que pour la France, cela pourrait créer 600.000 emplois.

Célébration de l'abolition de l'esclavage

20 décembre à Sainte-Suzanne pour se réapproprier notre histoire

Hier à Sainte-Suzanne, Maurice Gironcel, maire de la commune, a présenté les festivités organisées dans le cadre du 20 décembre dans la commune aux côtés des partenaires impliqués dans ces actions.



soins aux esclaves malades. Leur droit de correction était théoriquement limité à la flagellation, les autorités se réservant l'exécution des châtiments.

La commémoration de l'abolition de l'esclavage 1848 est l'opportunité pour que tout un chacun puisse se réapproprier cette histoire, cet héritage commun, qu'il puisse se rappeler du long combat pour la liberté, de ses origines et des conditions de vie dans lesquelles nos ancêtres ont dû faire face.

Connaître nos origines

Découvrir la culture des pays ayant peuplé la Réunion et des conditions de vie des esclaves à travers les différents aspects du Code Noir, permettra une meilleure compréhension de nos origines et une meilleure transmission.

Ainsi la Commune de Sainte-Suzanne et les différentes associations et partenaires du territoire proposeront pour ces festivités du 20 décembre 2017, une programmation riche et variée, touchant à la fois le public scolaire, la 3ème jeunesse, et le tout public.

Les points forts de ces festivités seront entre autres :

La 2ème édition de « l'Afrik dan ker » organisée par l'association Chut Niagara

La conférence/débat sur le Rwa Kaf en partenariat avec la « Maison du Maloya »

La soirée « Voyaz Fanorolahy » organisée par le centre Zéлиндор de Moring et de boxe française

Le grand défilé et le Kabar du 19 décembre au Bocage avec les associations de la Ville

Le relais des marrons organisé par le Club Athlétisme de Sainte-Suzanne

Le 20 décembre 1848, 62 000 esclaves, des hommes et des femmes arrachés à leur terre d'Afrique et de Madagascar, retrouvaient enfin leur liberté, après l'annonce officielle de l'abolition de l'esclavage par le gouverneur Sarda Garriga. Par le courage de ces femmes et de ces hommes d'honneur, qui n'ont pas hésité à se battre contre l'injustice et l'asservissement, La Réunion s'est construite et commence à faire face à son avenir. Le peuplement de la Réunion résulte d'un métissage de plusieurs ethnies, de plusieurs cultures. Ce peuple « arc en ciel », multiracial est caractérisé par le mieux vivre ensemble. C'est à travers ces différents pans de l'histoire que la société réunionnaise a construit son identité culturelle. La société réunionnaise est donc le fruit d'apports culturels et ethniques en provenance d'Afrique, d'Asie, d'Inde, d'Europe, de Madagascar, des îles Comores et de Mayotte. Cette diversité au niveau des origines, des langues, des pratiques culturelles et religieuses, des valeurs constitue la richesse, la force du peuple réunionnais.

La Commune de Sainte-Suzanne, afin de valoriser l'histoire du peuplement de l'île de la Réunion, et les ethnies qui en sont à l'origine, sou-

haite mettre en place des animations autour de ces thématiques.

Marronnage, Afrique et Code Noir

Outre les animations et les manifestations autour des origines du peuplement, des actions seront aussi menées autour du marronnage, de l'Afrique et du code noir.

En effet, le Code Noir, créé en 1723, a aussi marqué l'histoire de l'île de la Réunion. Ce recueil rassemble toutes les dispositions réglant la vie des esclaves dans les colonies françaises.

L'esclave, devint alors rapidement une marchandise précieuse dont le prix correspondait à celui de plusieurs chevaux. Pour des raisons plus économiques qu'humanitaires, il fallait que la main-d'œuvre soit en état de travailler, l'esclavage avait un cadre juridique précis inspiré du Code Noir en application aux Antilles depuis 1685. Les textes stipulaient clairement que les Noirs étaient des meubles soumis aux règles du commerce et incapables de posséder en propre mais sévèrement punis en cas de faute.

De leur côté, les maîtres avaient obligation de nourriture et d'habillement, d'instruction religieuse et de

Présentation d'une étude sur la ville la plus peuplée de La Réunion

Fortes inégalités à Saint-Denis

L'INSEE a présenté hier une étude statistique sur la commune de Saint-Denis. Elle porte notamment sur les conditions de vie et les revenus. La concentration des activités dans la ville la plus peuplée de La Réunion n'empêche pas la présence d'un chômage de masse dans plusieurs quartiers, d'où de fortes inégalités. Voici le communiqué accompagnant la publication de cette étude.

Portrait de la population et de l'habitat de Saint-Denis a été réalisé en partenariat entre la Ville de Saint-Denis et l'Insee, ce dossier mobilise plusieurs sources statistiques afin de dresser un portrait de la population et de l'habitat de Saint-Denis. Il intervient au moment où la Communauté d'agglomération du nord de La Réunion (Cinor) prépare un nouveau Programme local de l'habitat (PLH) pour la période 2018-2025. Les nombreuses données contenues dans cette publication constituent des éléments de diagnostic utiles en vue du prochain PLH, en lien avec le Plan local d'urbanisme et le Schéma directeur du logement social.

En 2014, Saint-Denis est la commune la plus peuplée de l'île avec 145 000 habitants : un Réunionnais sur six vit dans le chef-lieu. L'habitat collectif prédomine largement dans le paysage immobilier. Ainsi, six ménages sur dix vivent dans un appartement, une part deux fois plus élevée que sur l'ensemble de l'île. De fait, peu de ménages dionysiens sont propriétaires de leur logement (30 % contre 51 % à La Réunion).

Le parc social occupe une place importante dans le paysage immobilier de l'île : un tiers des ménages vivent dans l'un des 21 000 logements sociaux de la commune. Cette part est 1,5 fois plus élevée que sur l'ensemble de l'île (34 % contre 22 %). De plus, le parc social est marqué par la coexistence de logements sociaux anciens (quatre sur dix datent de plus de 30 ans) et de logements plus récents (deux sur dix ont moins de 30 ans).

Revenus plus élevés grâce à un meilleur accès à l'emploi...

Les ménages dionysiens déclarent des revenus plus élevés : en 2013, le

revenu fiscal médian de ses habitants s'établit à 1 150 euros par mois et par unité de consommation (UC), soit 23 % de plus qu'au niveau régional. En effet, l'accès à l'emploi des habitants y est meilleur car le chef-lieu concentre une part importante des activités économiques de l'île : 49 % des personnes en âge de travailler ont un emploi (45 % à La Réunion). De plus, les cadres et les professions intermédiaires y sont plus nombreux qu'ailleurs.

... mais les disparités sont fortes entre les secteurs de la commune

Que ce soit en termes d'habitat, d'accès à l'emploi ou de revenus, les secteurs de la commune sont différenciés. Ainsi, la part de logements sociaux varie de 7 % au Centre-ville à 86 % au Chaudron. La part des personnes en emploi varie de 35 % au Chaudron à 59 % à La Montagne 8e km. Quant aux revenus déclarés, ils sont particulièrement faibles au Chaudron et à Prima (revenu médian d'environ 700 euros et 550 euros par UC et par mois) et nettement plus élevés dans les deux secteurs les plus aisés de la commune, au Centre-ville (2 000 euros) et à La Montagne 8e km (2 300 euros).

Huit secteurs des « Bas » cumulent fragilités économiques et sociales

Dans les « Bas », huit secteurs cumulent les fragilités économiques et sociales : Le Butor - Sainte-Clotilde, Le Chaudron, Domenjod, Marcadet, Le Moufia, Petite-île - Bas de la Rivière, Prima et Vauban-Camélias-Providence. Les habitants sont peu insérés dans l'emploi, leurs revenus sont faibles et la moitié des ménages vivent dans le parc social. Les per-

sonnes seules et les familles monoparentales y sont plus nombreuses. Le parc social y est particulièrement développé et ancien. Les ménages de ces secteurs vivent plus souvent qu'ailleurs en situation de surpeuplement.

Dans les « Bas », quatre secteurs un peu plus aisés

Les quatre autres secteurs des Bas - le Centre-ville, La Source, Belle-pierre et Montgaillard-Colline des Camélias - sont relativement plus aisés. Les personnes âgées de 60 ans ou plus y sont plus nombreuses qu'ailleurs, notamment au Centre-ville et à La Source. Les revenus des ménages sont plus élevés que dans les secteurs défavorisés des Bas. Les propriétaires y sont également un peu plus nombreux et le parc social moins étendu.

Dans les « Hauts » et à « mi-pente », davantage de couples avec enfant(s) et de propriétaires

Dans les secteurs des « Hauts » et à « mi-pente » - La Bretagne, Bois de Nèfles, Saint-François, Le Brûlé, La Montagne 8e km et La Montagne 15e km -, le modèle familial traditionnel du couple avec enfant(s) domine. Les habitants en âge de travailler sont mieux insérés sur le marché du travail et les ménages plus souvent propriétaires de leur logement que dans le reste de la commune. Le parc social y est restreint mais sa croissance dynamique depuis cinq ans.

Forum Africa 2017

La Chine propose la création de 85 millions d'emplois en Afrique

Le Forum Africa 2017 s'est achevé dans la cité balnéaire égyptienne de Charm el-Cheick par une déclaration du Président al-Sissi annonçant sa volonté de renforcer l'intégration africaine. Le Forum a aussi mis l'accent sur la coopération Chine-Afrique.

L'Égypte a accueilli cinq chefs d'État et plus de 2 000 dirigeants de 75 pays. Le Forum a insisté sur la nécessité de mobiliser les ressources nationales et d'être autonomes sur le plan économique. Le Forum a donné aux chefs d'entreprise l'occasion de rencontrer des investisseurs, de discuter avec des décideurs et responsables politiques, et de réfléchir aux moyens d'améliorer le climat des affaires sur le continent.

Lors de deux tables rondes animées par les chefs d'État et des dirigeants d'affaires africains, le Président égyptien s'est engagé à faire tout son possible pour unir davantage le continent sur les plans politique et économique.

Stratégie claire pour l'Afrique

Le Forum a mis l'accent sur la transformation industrielle en Afrique et les relations économiques bénéfiques Chine-Afrique. L'ambassadrice Helen Hai, CEO de l'initiative Made in Africa, a indiqué que la Chine avait une stratégie claire pour l'Afrique. La relation est aujourd'hui davantage fondée sur des partenariats et non plus axée surtout sur les ressources. 85 millions d'em-

ploi pourront quitter la Chine pour l'Afrique dans les prochaines années en raison de la hausse du coût du travail dans ce pays. « Si l'Afrique peut attirer ces emplois, elle pourrait bénéficier de la même transformation économique que la Chine », s'est-elle réjouie.

Toutefois, Carlos Lopes, ancien secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, a prévenu que d'autres régions du monde voudraient également attirer ces emplois au bas de la chaîne de valeur : « Quelques pays d'Afrique réussiront, mais pas tous. Ces emplois peuvent nous échapper si nous ne sommes pas assez rapides pour créer les opportunités nécessaires ».

Le Forum a souligné la nécessité d'augmenter le commerce intra-africain, la croissance inclusive et le développement de la coopération Chine-Afrique, en particulier en termes de transfert de technologies. Lors du Forum, l'Égypte a signé un accord avec la Banque mondiale pour un prêt de 1,15 milliard de dollars afin de stimuler l'économie du pays. C'est le dernier d'une série de trois prêts annuels octroyés de 2015 à 2017 s'élevant au total à 3,15 milliards de dollars. L'accord soutient le programme de réformes économiques destiné à créer des emplois, assurer la sécurité énergé-

tique, renforcer les finances publiques et améliorer la compétitivité commerciale en Égypte.

Cinq recommandations

- 1- La mobilisation de nouveaux investissements en Afrique pour stimuler le développement et la croissance économique
- 2- La réalisation de projets en commun, en particulier dans le secteur des infrastructures, pour soutenir les investissements et le commerce dans le continent
- 3- L'accroissement du rôle du secteur privé africain pour augmenter les investissements
- 4- La mise en œuvre de programmes encourageant l'entrepreneuriat et l'adoption d'initiatives pour la participation des jeunes dans l'économie
- 5- L'autonomisation des femmes dans tous les secteurs, faisant d'elles des membres actifs dans le développement de l'Afrique.

In kozman pou la rout

« La pa kan ou la fain k'i fo mète manzé o fé. »

Sa sé in n'afèr tayé avèk sizo dann lo bon sans. Pars si ou i atann ou na fain ou lé riskab pi an avoir fain l'èr manzé sar kui. An touléka out vant lé kapab groupé in pé plis k'i fo ; l'anvi bayé va pont dsi ou. Talèr ou lé riskab gignn doulèr d'vant. Konm goni vide i tienbo pa d'bout, mi oi pa kèl travaye ou i sava fé dann in l'éta konmsa. Mi souvien moin la lir in provèb téi di konmsa : la pa kan zoizo i pran lo vol i fo ou i sava taye out flèsh épi prépar poison pou tranp lo bout dodan. Alé ! mi lèss azot réflèshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Oté

Liv noir kolonyalis épi lo néo, mi pans lé l'èr pou rouvèr

Matant zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj de fon dovan l'éternité, mi déklar aou in foi an plis, tro sé tro é mèl aou tout z'afèr i rogard pa ou la pa in n'afèr k'i fo fèr. Dèrnyé l'invansyon bann rouj sé d'roprosh l'éta kan li vann son bann par la sidr in sosyété déor : tout fason li lé déor, mèm si li ansèrv lo trézor fransé pou li ashté lo bann z'aksyon. Mi oi pa, pou mon par, kosa nana pou roproshé la dan ! Mi oi pa pou kosa l'éta i vann ar pa son bien avèk in sosyété li la fé par li mèm vi ké sa sé in kréasyon la kès dépo épi konsignasyon. An touléka, la pa in pti parti kominis isi La Rényon i pé pèrmète ali pou ziz l'éta fransé. Li pé, si li vé, mé sa i ansèrv de rien. Dizon alé la pèsh bord mèr pou trap l'ékime. Tok ! Pran sa pou toi !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant i koz la boush rouvèr, m'a dir aou in n'afèr : si néna kékshoz nout parti i koné bien sé lo kolonyalis épi son z'anfan lo néo. Li la si tèlman pass son tan pou konbate so bann z'afèr la ké li koné par kèr tout lo bann pyèz zot la fine pozé épi tout sak zot i poz é va pozé domin, apré domin é mèm apré apré. Nout parti i koné z'ot bit vi ké sé lo mèm dopi Colbert sé d'anpèsh la koloni mèm an form départman dévlop ali, é mèm angaz ali dann shomin dévlopman. Zordi sé bann z'aksyon la sidr lo l'éta i rovann in sosyété déor é l'arzan ramasé va mète dann kès pou anvoye déor. Zot i koné Paul Vergès la mète bann rényoné an gard pou sète afèr la mé Erika, èl l sign la vant dé min zyé fèrmé pars si nout parti i koné kosa i lé lo kolonyalis nana d'ot i koné pa arien dann tousala. Sé pou sa, kan i donn la résponsabilité demoun inkonsyan zot i ézite pa vann z'intéré z'ot pèp.

Na in pé d'tan té nout l'izine sikriyèr la vann sa in sosyété d'sik bétrav i apèl Téréos. I fo dir la dan in sèrtin Virapoullé la vann san kass la tête z'intéré bann plantèr kane. Na in pé d'tan ankòr la vann lo sèl bank nou l'avé ankòr té i apèl Bank La Rényon.. Ni pé dir galman si banna i ézite pa dir anou konbien l'arzan i sort La Frans pou vni isi, dann l'ot sans konbien l'arzan i sort isi pou alé laba, sète la lé top sogré. Motis é boush kouzi !

Mi arète tèrla, mé noré ankòr dé shoz a dir dsi l'inégalité bann z'éshanj rant La Frans mèm batizé métropol épi nou. An tou lé ka, sanm pou moïn lé tan pou rouvèr lo dosyé noir lo kolonyalis é lo néo avèk nou isi La Rényon. Tok ! Pran sa pou ou !

Justin